

PROJET OFII LYON Moncey

2 rue Moncey – Lyon

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES LOT 01 B : DÉMOLITION / GROS ŒUVRE

Date : Octobre 2023

Phase : DCE

Version 1

Rédacteur : CD

Maitre d'ouvrage:



Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
44 rue Bargue
75015 PARIS

ARCHITECTE
tertiam Architecture
03 rue de Gramont
75002 PARIS
Tel : 01 40 25 90 00



BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES
VIVIEN
97 avenue Edmond Rostand
33700 MERIGNAC



CONTROLEUR TECHNIQUE
ALPES CONTRÔLES
17 avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE



BET ACOUSTIQUE
ITAC
5 rue Menou,
44000 Nantes
tél : 02 40 14 01 95



COORDINATION SPS
EXPERT-TEAM
48 allée de Gagny
93340 LE RAINCY



BET STRUCTURE
INGENIERIE STRUCTURE
12, Rue Léon Fouré,
28300 MAINVILLIERS

Table des matières

CHAPITRE 1 – Prescriptions techniques propres au lot.....	3
1.1 Généralités	3
1.1.1 Objet du présent document	3
1.1.2 Etendue des travaux.....	3
1.1.3 Normes et règlements	3
1.1.4 Classement du chantier	6
1.1.5 Définition des charges	7
1.1.6 Obligation de résultat.....	8
1.1.7 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire	8
1.1.8 Vérification des documents	9
1.1.9 Supports	9
1.1.10 Plans d'exécution	9
1.2 Description de la structure existante	9
1.2.1 Description générale.....	10
1.2.2 Plancher haut R+1	10
1.2.2 Plancher haut Rdc	11
1.2.3 Plancher bas Rdc	12
CHAPITRE 2 – Description des ouvrages.....	13
2.1 Démolition.....	13
2.1.1 Généralités	13
2.1.2 Démolition de plancher	14
2.1.3 Dépose des profilés métalliques	14
2.1.4 Création de réservations	15
2.2 Gros-œuvre	16
2.2.1 Renfort du plancher haut RDC	16
2.2.2 Renfort du plancher bas RDC	16

CHAPITRE 1 – Prescriptions techniques propres au lot



1.1 Généralités

1.1.1 Objet du présent document

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les travaux de de démolition et de gros-œuvre nécessaires à l'aménagement des locaux de l'OFII du présent marché, situé au 2 rue Moncey, 69003 Lyon.

1.1.2 Etendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

Démolitions :

- Création d'une trémie dans le plancher haut du RDC existant.
- Création de réservations
- Dépose d'un profilé métallique encoffré existant dans la dalle haute du RDC – prévoir étaieement pour travaux.
- Décaissé de 8cm dans la dalle basse du RDC pour la fosse de l'élèveateur PMR.

Gros-œuvre :

- Renforcement du plancher avant la création de la trémie par mise en œuvre d'un profilé type HEB240.
- Renforcement du plancher bas du RDC par des plats carbonés et sa protection au feu.

1.1.3 Normes et règlements

Tous les ouvrages seront exécutés dans les règles de l'art et devront être conformes aux prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles existantes à la date de signature par l'entrepreneur de son offre de prix.

Les ouvrages exécutés devront respecter (liste non exhaustive) :

- Les règles de conception et de calcul, notamment :

- Eurocode 0, normes NF EN 1990 et NF EN 1990/NA éditées par l'AFNOR
- Eurocode 1 : normes NF EN 1991 Actions sur les structures
- Eurocode 2, normes NF EN 1992-1-1 et NF EN 1992-1-1/NA éditées par l'AFNOR
- Eurocode 3, normes NF EN 1993-1-1 et NF EN 1993-1-1/NA éditées par l'AFNOR
- Eurocode 5, normes NF EN 1995-1-1 et NF EN 1995-1-1/NA éditées par l'AFNOR
- Eurocode 7 : Calculs géotechniques
- Fascicule 62 titre 5 du CCTG
- NF EN 206-1 : Bétons Spécifications, performances, production et conformité
- Classification des environnements agressifs
- Normes françaises



- **Les DTU ainsi que leurs annexes :**

- NF DTU 32.1 - Charpentes et ossatures en acier
- Les avis techniques du C.S.T.B. pour les ouvrages non traditionnels
- Normes françaises
- Règles FB Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures béton
- Les C.P.T. relatifs aux planchers
- Normes françaises

- **Documents généraux – décrets et règlements :**

- Code du travail : Livre II - Titre III concernant l'hygiène et la Sécurité.
- Les dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil issues de la loi 93-1418 du 3 décembre 1993 portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes 92-57 du 24 juin 1994.
- Règles de mitoyenneté.
- Arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R.111.19.1 du code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R 235.3.18 du code du travail.
- Circulaire n° 94-55 du 7 juillet 1994 relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.
- Décret n° 881056 du 14 novembre 1988 portant administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (Titre III Hygiène et sécurité des travailleurs) dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- C.C.T.G. applicables aux marchés publics, suivant liste publiée au Journal Officiel (notamment fascicule 65 A).
- Normes Françaises,
- Textes de recommandations des organismes de sécurité
- Textes de réglementations locales concernant les nuisances (bruits, vibrations, etc...).
- OTUA : bases de choix des aciers en construction métallique.
- Normes NFP 18.503 (définition parement béton).

- **Eurocodes :**

- NF EN 1990 Eurocode 0 : Bases de calcul des structures
- NF EN 1991 Eurocode 1 : Actions sur les structures
- NF EN 1992 Eurocode 2 : Calcul des structures en béton
- NF EN 1993 Eurocode 3 : Calcul des structures en acier

- NF EN 1994 Eurocode 4 : Calcul des structures mixtes acier-béton
- NF EN 1995 Eurocode 5 : Calcul des structures en bois
- NF EN 1996 Eurocode 6 : Calcul des structures en maçonnerie
- NF EN 1997 Eurocode 7 : Calcul géotechnique & fascicule 62 titre 5
- NF EN 1998 Eurocode 8 : Calcul des structures pour leur résistance aux séismes
- NF EN 1999 Eurocode 9 : Calcul des structures en alliages d'aluminium
- Recommandations professionnelles pour l'application de la norme NF EN 1992-1-1 et son annexe nationales NF P 18-700-1/NA-Eurocode 2, partie 1-1

- **Autres publications :**

- Règles de calcul thermique publiées par le C.S.T.B.
- Règles de calcul de résistance au feu publiées par le C.S.T.B.
- Avis techniques

Les matériaux devront répondre aux indications des Normes NF les concernant ou être titulaires d'un Avis Technique délivré par le C.S.T.B. ou un Institut Européen affilié ou l'Institut Technique des Revêtements et avoir fait l'objet d'une conclusion à un "risque normal" formulée par la Commission d'Etudes Techniques de l'AFAC (la CETA).

- Publications des organismes professionnels

Ces documents ne peuvent en aucun cas prévaloir sur les règlements, normes et DTU.

En cas de discordance, seuls ces derniers priment.

- Annales de l'IBTP
- Cahiers des charges généraux, décrets arrêtés, règlements type
- Règles de calcul
- Normes AFNOR
- Avis Techniques
- Annales de l'ITBTP
- Notice de sécurité incendie
- Notice Acoustique

Tous les travaux devront être exécutés selon des procédés traditionnels ou conformes à un avis technique permettant la prise en garantie de l'ouvrage par les assurances.

A défaut, l'entrepreneur devra présenter tout document et rapport de la procédure qu'il entend utiliser pour permettre la prise en garantie de l'ouvrage, ainsi que les attestations des avenants éventuels d'extension d'assurance.

L'entreprise doit dans son marché les frais et délais liés à la mise en place des démarches nécessaires à l'obtention des avis techniques pour les ouvrages de son marché non couverts par un avis technique. Les délais nécessaires à ces démarches sont à indiquer dans le planning d'exécution avec une date jalon soumise aux pénalités contractuelles fixées au marché.

Les règlements applicables pour les calculs et dimensionnement des ouvrages sont les Eurocodes.

1.1.4 Classement du chantier**Durée d'utilisation : 50 ans (structure de catégorie 4)**

Tableau 2.1 (NF) : Durée indicative d'utilisation de projet

Catégorie de durée d'utilisation de projet	Durée indicative d'utilisation de projet (années)
1	10
2	25
3	25
4	50
5	100

Classe de conséquence : CC2 (Bureaux)

Tableau B.1 — Définition des classes de conséquences

Classe de conséquences	Description	Exemples de bâtiments et de travaux de génie civil
CC3	Conséquence élevée en termes de perte de vie humaine, ou conséquences économiques, sociales ou d'environnement très importantes	Tribunes, bâtiments publics où les conséquences de la défaillance seraient élevées (par exemple salle de concert)
CC2	Conséquence moyenne en termes de perte de vie humaine, conséquences économiques, sociales ou d'environnement considérables	Bâtiments résidentiels et de bureaux, bâtiments publics où les conséquences de la défaillance seraient moyennes (par exemple bâtiment de bureaux)
CC1	Conséquence faible en termes de perte de vie humaine, et conséquences économiques, sociales ou d'environnement faibles ou négligeables	Bâtiments agricoles normalement inoccupés (par exemple, bâtiments de stockage), serres

Classe de fiabilité : RC2 ($K_{FI} = 1$)

Coefficient K_{FI} pour les actions	Classe de fiabilité		
	RC1	RC2	RC3
K_{FI}	0,9	1,0	1,1

La classe de fiabilité correspond donc à une RC2, par conséquent, le coefficient partiel K_{FI} appliqué aux actions sera égal à 1.

La classe de fiabilité retenue pour cet ouvrage est de type RC2. Par conséquent le niveau de supervision du projet est de type DSL2, soit une supervision renforcée réalisée par des personnes différentes de celles initialement responsables, et en conformité avec les procédures et le niveau de contrôle sera de type IL2, contrôle normal.

CCTP LOT 1B : DEMOLITION/GROS-ŒUVRE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

Classe d'exécution : Classe 2

Conformément à la Norme NF EN 13670 et son complément National NF EN 13670/CN.

Classe de tolérance d'exécution : Classe 1

NF EN 13670/CN (chapitre 10 et Annexe G) Conformément à la Norme NF EN 13670 (chapitre 10 et Annexe G) et son complément

Classe 1 : Tolérance normale. Voir NF EN 13670 CN, article 10 Note 1

1.1.5 Définition des charges

Les charges permanentes fournies ci-dessous sont donnée à titre indicatif.

D'une manière générale, les charges d'exploitation (Q) devront être conformes à la norme NFP 06-001 et NF EN 1991(Eurocode 1)

Charges permanentes G

Les charges permanentes à prendre en compte sont :

- Poids propre des éléments en béton armé :	2500 daN/m³
- Recharge en béton:	2000 daN/m³
- Recharge en béton allégé :	1000 daN/m³
- Formes, revêtement, finition :	20 daN/m²/cm
- Cloisons réparties (hors maçonnerie):	80 daN/m²
- Impact murs en parpaings RDC – Ep 20cm :	350 daN/m² x h (par ml)
- Façades rideau:	50 daN/m² x h (par ml)
- Revêtement de sols souples :	20 daN/m²
- Faux plafond y/c ossature	20 daN/m²
- Réseaux suspendus et câbles	20 daN/m²
- Toitures terrasses graviers	200 daN/m²

Surcharges d'Exploitation Q

Bureaux	250kg/m²
---------	----------------------------

OFII LYON Moncey

Groupeement TERTIAM Architecture

Circulations / Escalier/ Hall

250kg/m²

NOTA : Les charges sont données à titre indicatif. Il appartiendra à l'Entrepreneur de prendre en compte les charges réellement mises en œuvre en fonction des informations qu'il collectera auprès des autres lots ainsi que suivant la destination des différents locaux indiqués au plan architecte.



Critère de flèche – Métal

LIMITATION DES FLECHES DES BARRES

The diagram illustrates the deflection of a beam under various loads. A horizontal dashed line represents the undeformed state. A solid curve below it represents the total deflection W_{tot} . A dashed curve above the horizontal line represents the counter-deflection W_c . The maximum deflection from the undeformed state is W_{max} . The diagram also shows the individual contributions: W_1 (initial deflection), W_2 (long-term deflection), and W_3 (deflection due to variable actions).

Légende :

- W_c Contreflèche dans l'élément de structure non chargé
- W_1 Flèche initiale due aux charges permanentes des combinaisons d'actions concerné
- W_2 Flèche à long terme due aux charges permanentes
- W_3 Flèche due aux actions variables de la combinaison d'actions concernée
- W_{tot} Flèche totale, somme de W_1 , W_2 , W_3
- W_{max} Flèche totale compte tenu de la contreflèche

		W_{max}	W_2+W_3
France	Toitures en général	L/200	L/250
	Toitures supportant fréquemment du personnel autre que le personnel d'entretien	L/200	L/300
	Planchers en général	L/200	L/300
	Planchers et toitures supportant des cloisons en plâtre ou en autres matériaux fragiles ou rigides	L/250	L/350
	Planchers supportant des poteaux (à moins que la flèche ait été incluse dans l'analyse globale de l'état limite ultime)	L/400	L/500
	Lorsque W_{max} peut influencer sur l'apparence du bâtiment	L/250	—

1.1.6 Obligation de résultat

L'entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits dans le CCTP propre au lot considéré.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales de tous les documents et leurs annexes. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur. L'entrepreneur doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et à ses annexes, aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant exercer une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

1.1.7 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Un Cadre de D.P.G.F est joint au dossier d'appel d'offres et **doit obligatoirement servir** à la remise de prix des entrepreneurs. Des quantités peuvent être données à titre indicatif dans les CCTP et DPGF, mais celles-ci doivent être vérifiées par l'entrepreneur. Les quantités sont portées par l'entreprise elle-

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

même. Les erreurs éventuelles de quantités relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global et forfaitaire.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre, avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

1.1.8 Vérification des documents

L'entreprise candidate est tenue de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui sont remis en vue de l'établissement de son offre de prix et de signaler dans le cadre de réponse technique qui sera jointe avec l'offre de l'Entreprise, le cas échéant, au Maître d'ouvrage et à la Maîtrise d'oeuvre les erreurs, contradictions ou omissions qu'elle pourrait constater et pour lesquelles ceux-ci communiqueront leurs décisions dans les plus brefs délais.

Dans le cas où des anomalies ne se révéleraient qu'après remise des offres, le coût des travaux qui en découleraient sera au frais et risques des entreprises.

Dans le cas où des incohérences entre les documents constituant le Dossier de Consultation des Entreprises seraient relevées, la solution la plus contraignante prime, le coût des travaux étant intégré dans l'offre globale et forfaitaire de l'entreprise.

1.1.9 Supports

Le titulaire du présent lot est responsable de la réception et de la qualité des supports.

La mise en œuvre de ses propres ouvrages implique que les supports sont acceptés par lui et qu'ils sont, en tout point, conformes aux règles de l'art et à ses demandes.

1.1.10 Plans d'exécution

L'entrepreneur doit l'établissement des plans d'exécution et d'atelier, qui doivent être soumis pour accord à l'architecte et au Bureau de Contrôle. Ils doivent être fournis par l'entrepreneur dans les 15 jours qui suivent la notification du marché. Les plans d'exécution doivent être cotés et fournis à une échelle permettant la bonne visibilité et compréhension de tous les éléments constructifs.

Ces plans et dessins devront faire apparaître tous les détails de l'exécution.

1.2 Description de la structure existante

1.2.1 Description générale

La structure objet d'un réaménagement structure est de type R+1 à usage de bureaux.

L'ouvrage appartient à un immeuble en R+10.

La structure est majoritairement composée de béton armé :

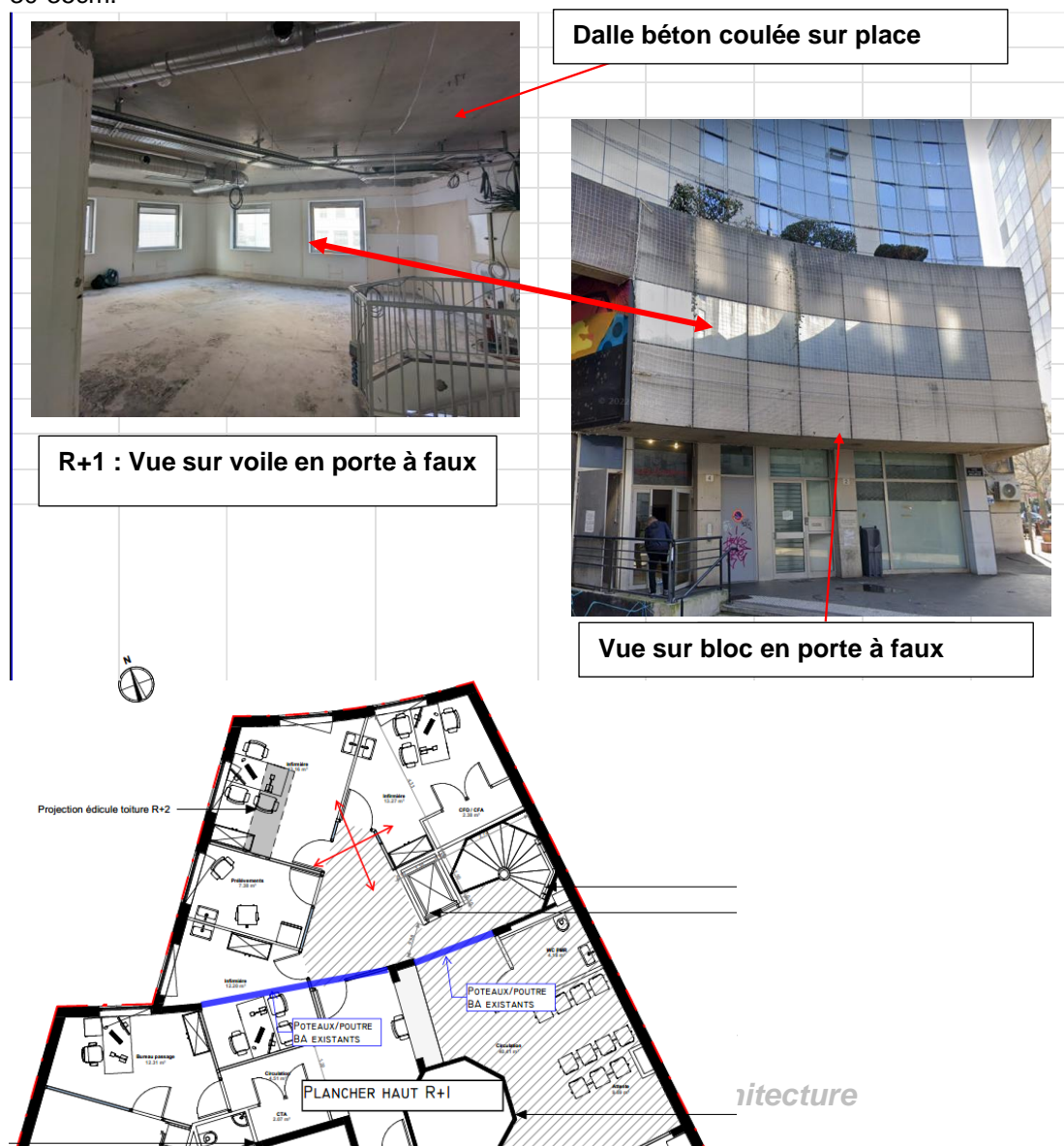
- Les planchers sont des plancher béton armé coulés en place.
- Les voiles sont en béton coulés en place.

Le R+1 présente la particularité d'être en déport par rapport au niveau du rez-de chaussée.

La structure est saine et ne présente pas de désordres.

1. 2.2 Plancher haut R+1

Le plancher haut du R+1 porte le voile de façade en porte à faux jusqu'à une trame poteaux/poutre support des voiles de l'immeuble. La dalle haute du R+1 est en béton armé. La dalle a été coulée en place (trace des coffrages). Cette dalle a pour destination d'être une toiture terrasse accessible présentant de la végétalisation (bacs de végétaux). La portée de la dalle sur le voile en porte à faux est sensiblement proche de 7m. Nous ne disposons pas de l'épaisseur de dalle, néanmoins au regard des charges probablement supportées ainsi que de sa portée, nous suspectons une épaisseur de l'ordre de 30-35cm.



1. 2.2 Plancher haut Rdc

La dalle du plancher haut RDC a également été coulée en place.

L'escalier béton est autoportant, il s'agit d'un escalier béton à fût central.

La trémie de l'escalier dans le plancher haut du Rdc a vraisemblablement été réalisée postérieurement à la création de l'ouvrage. La trémie a été sciée (traces de scie en périphérie de la trémie ainsi qu'un léger retrait entre les voiles béton et la trémie de l'ordre de 5cm). La présence d'un profilé métallique encoffré confirme la mise en œuvre postérieure à l'ouvrage.

L'en coffrement coupe-feu du profilé métallique n'est pas assuré au droit des appuis du fer. Il conviendra de protéger la platine et le chevillage à l'aide d'une protection au feu adaptée (flocage, encoffrement plâtre, etc.).

Photos

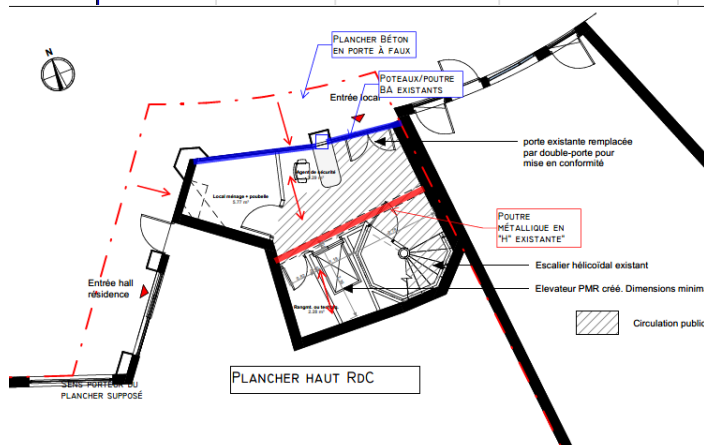


Traces de sciage



Poutre métallique chevillée sur voile béton

Escalier béton avec fût central porteur





Escalier béton avec fût central porteur



Poutre métallique

Dalle coulée en place avec spectre de ferrailage

1. 2.3 Plancher bas Rdc

La dalle du plancher bas RDC a également été coulée en place.

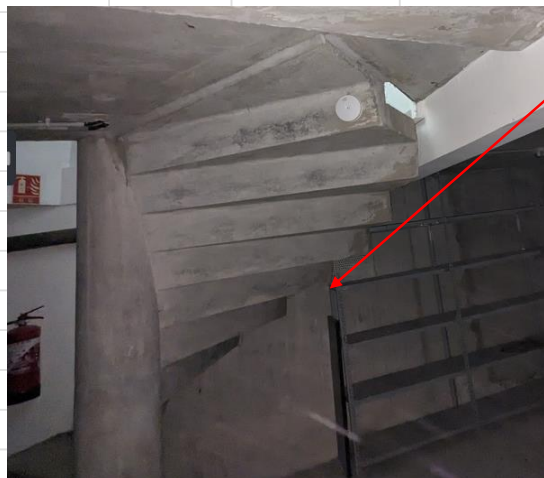
L'escalier est un escalier sur fût béton. L'ensemble des charges liées aux escaliers béton se reporte en pied de fût.

Un profilé métallique a également été positionné afin de reprendre les charges de plancher du fait de la présence de la trémie d'escalier.

L'encoffrement coupe-feu du profilé métallique n'est pas assuré au droit des appuis du fer. Il conviendra de protéger la platine et le chevillage à l'aide d'une protection au feu adaptée (flocage, encoffrement plâtre, etc.).

Les locaux en sous-sol sont sains (pas d'humidité visible et absence de désordres au niveau des ouvrages béton).

Photos



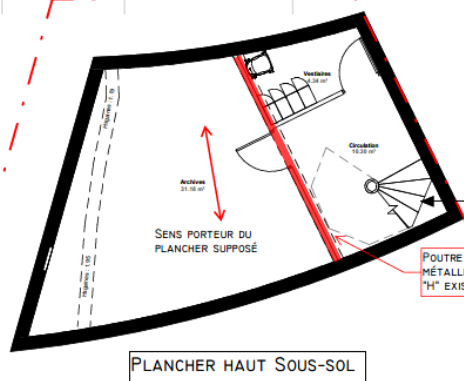
Escalier béton avec fût central porteur



Poutre métallique chevillée sur voile béton



Encoffrement coupe-feu



PLANCHER HAUT SOUS-SOL

CHAPITRE 2 – Description des ouvrages

2.1 Démolition

2.1.1 Généralités

L'entrepreneur se renseignera sur :

- Les difficultés d'accès et d'évacuation,
- Le cheminement possible pour l'enlèvement des matériaux provenant de la démolition.

L'entrepreneur sera responsable des dégâts éventuels causés aux tiers suite à ses travaux.

La dépose des coffrets, canalisations, compteurs, câbles, filerie, boîtes de raccordement, etc. des réseaux de gaz, électricité, téléphone, télécom, etc. seront déposés par les concessionnaires concernés.

Les matériaux et gravats seront descendus de façon que le voisinage ne soit incommodé ni par les bruits, ni par les projections de débris ou de poussière.

Les gravois et débris seront chargés par tous procédés au choix de l'entrepreneur, y compris le chargement à la pelle ou par l'utilisation d'une goulotte.

La descente des matériaux et gravats par jet libre à l'extérieur est rigoureusement interdite.

L'entrepreneur deviendra propriétaire de tous les matériaux et gravats provenant de la démolition, à l'exclusion des matériels des sociétés distributrices (concessionnaires) et en devra l'enlèvement immédiat, par transport en décharge agréée.

Pour toute démolition d'éléments de la structure, il sera mis en place un système de reprise de celle-ci soit par éléments en béton armé ou métalliques.

La démolition s'effectuera par sciage uniquement. Les aciers seront coupés avec les moyens appropriés (cisailles, tronçonneuses, chalumeau). Passivation des aciers apparents. Reconstitution de l'enrobage avec mortier de ciment, au plâtre ou par tout autres matériaux avec une finition identique à celle de l'état existant.

2.1.2 Démolition de plancher

L'entrepreneur déconstruit une partie des planchers existants, selon analyse des différences entre les plans des existants, visite sur site et les plans structure du présent dossier, et en complément en tant que de besoin pour permettre la complète réalisation des travaux dus au titre du présent lot en fonction des méthodes de mise en œuvre choisies par l'entrepreneur, en ayant réalisé au préalable les renforcements provisoires ou définitifs nécessaires.

Les ouvrages concernés comprennent notamment :

- La démolition d'une partie du plancher haut du RDC dans l'emprise de la gaine ascenseur à créer.
- La démolition d'une partie du plancher bas du RDC dans l'emprise de la gaine ascenseur à créer pour réalisation d'un décaissé.

Les produits de cette déconstruction sont, au choix de l'entrepreneur :

- Broyés ou concassés, de manière à former des petits éléments, puis stockés provisoirement sur site,
- Evacués en décharge.

L'entreprise prévoira au préalable des travaux de démolition la dépose de divers profilés métalliques ainsi que la réalisation d'étaisements, butons et contreventement provisoires nécessaires pour assurer la stabilité structurelle du bâtiment durant l'intégralité de l'intervention du présent lot.

L'entrepreneur déconstruit des ouvrages divers tels que décrits au présent dossier et en complément en tant que de besoin pour permettre la complète réalisation des travaux dus au titre du présent lot en fonction des méthodes de mise en œuvre choisies par l'entrepreneur.

Unités : 5 m²

2.1.3 Dépose des profilés métalliques

Dépose du profilé métallique encoffré existant dans la dalle haute du RDC.

Cette dépose sera exécutée avec soins pour éviter toute dégradation des éléments conservés.

Evacuation des éventuels gravats.

L'entreprise prévoira la réalisation d'étaisements, butons et contreventement provisoires nécessaires pour assurer la stabilité structurelle du bâtiment durant l'intégralité de l'intervention du présent lot.

Unités : 1ens

15

2.1.4 Création de réservations

L'entrepreneur aura à sa charge les réservations nécessaires à la bonne mise en œuvre des équipements techniques prévus dans le projet, notamment :

- Réserve dans le plancher haut du RDC + plancher bas du RDC pour les gaines du groupe VRV.
- Réservations liées au passage de câbles et canalisations divers.

Evacuation des éventuels gravats.

Unités : 1ens

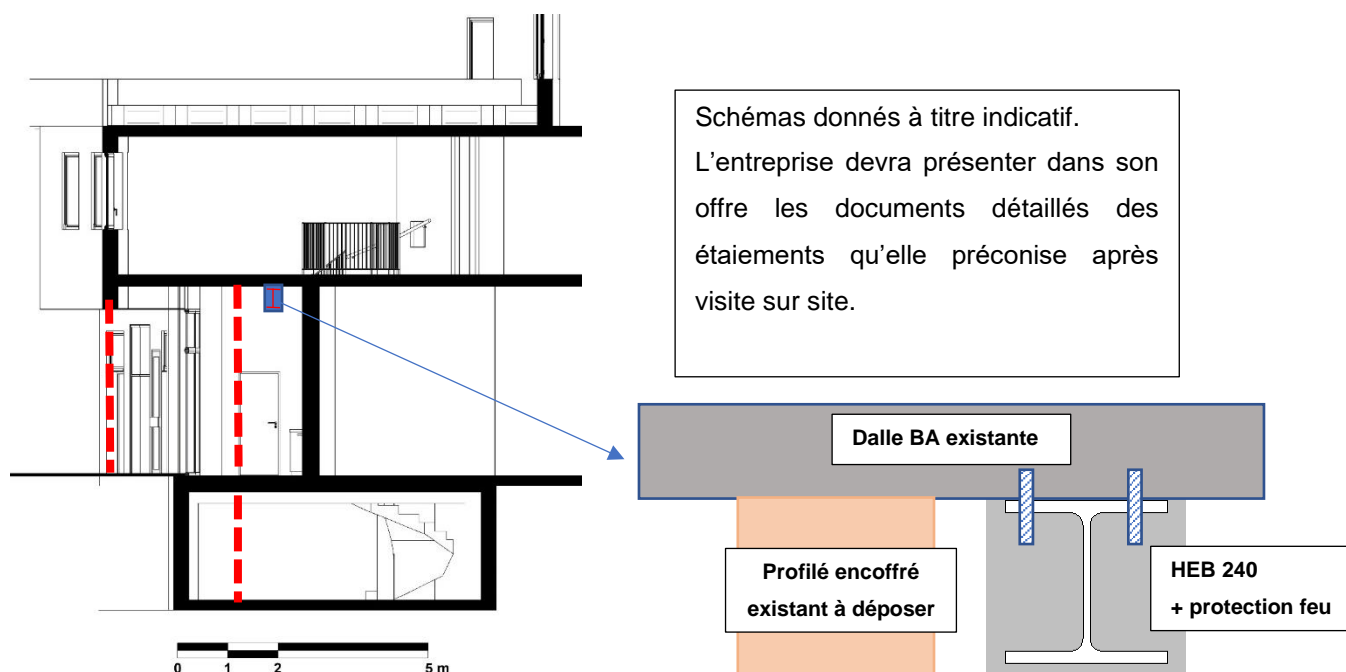
2.2 Gros-œuvre

2.2.1 Renfort du plancher haut RDC

La trémie de plancher va générer un effort de soulèvement du fait de la présence d'un plancher en porte à faux support d'un voile béton sur lequel s'appuie la dalle de la terrasse.

Il conviendra de renforcer préalablement le plancher par mise en œuvre d'un profilé complémentaire de type HEB240 protégé au feu. Ce profilé devra être liaisonné à la dalle existante et chevillé au droit des voiles béton afin de rééquilibrer l'effort de soulèvement généré par la porte à faux.

Préalablement à sa pose, il conviendra d'étayer localement la façade côté extérieur et étayer le plancher côté intérieur. On envisagera le principe d'étalement suivant :



Unités : 1ens

2.2.2 Renfort du plancher bas RDC

Le décaissé de plancher prévu au droit de l'élévateur implique la mise en place d'une solution de renforcement de la dalle haute du sous-sol.

La solution retenue consiste à la mise en œuvre des plats carbonés régulièrement espacés et protégés au feu (flocage, PROMAT, etc.).

CCTP LOT 1B : DEMOLITION/GROS-ŒUVRE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023



Exemple de plats carbone sous dalle

17

La fiche technique du produit proposé (avis technique du CSTB) sera soumise à l'agrément du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle. La mise en œuvre sera conforme aux données de l'avis technique.

Unités : 1ens

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture